



Conseil économique et social

Provisoire

1^{er} février 2013

Français

Original : anglais

Session de fond de 2012

Débat consacré aux activités opérationnelles

Compte rendu analytique provisoire de la 14^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 2 juillet 2012, à 15 heures

Président : M. Koterec (Slovaquie)

Sommaire

Examen ministériel annuel : « Promouvoir la capacité de production, l'emploi et le travail décent afin d'éradiquer la pauvreté dans le contexte d'inclusion, de croissance économique durable et équitable à tous les niveaux pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement »

Exposés nationaux volontaires : Algérie, Brésil, Équateur et Ukraine

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

12-40163X (F)

Merci de recycler 

La séance est ouverte à 15 h 20.

Examen ministériel annuel : Promouvoir la capacité de production, l'emploi et le travail décent afin d'éradiquer la pauvreté dans le contexte d'inclusion, de croissance économique durable et équitable à tous les niveaux pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement

1. **Le Président** invite M^{me} Conny Czymoch, journaliste et présentatrice des actualités télévisées pour la Phoenix Télévision (Allemagne), à animer les exposés nationaux volontaires de l'Algérie et du Brésil.

Exposé national volontaire de l'Algérie (E/2012/53)

2. **M. Hadid** (observateur de l'Algérie) s'exprimant au nom de M. Abdelkader Messahel, Ministre d'État algérien aux Affaires africaines, déclare que depuis plus de 10 ans l'Algérie modifie sa stratégie économique afin d'étayer les fondations d'un développement durable et équitable. Quatre objectifs principaux ont été fixés : la stabilité macroéconomique, la réforme structurelle, la modernisation de l'infrastructure et la diversification du secteur de production.

3. La première priorité a été de corriger les déséquilibres macroéconomiques afin de créer des conditions prévisibles plus propices à l'activité économique et à l'investissement grâce à un généreux financement du Gouvernement, d'efficaces politiques anti-inflationnistes et un effort concerté pour éliminer les contraintes imposées par la lourde dette extérieure. Il en est résulté un remboursement de la quasi-totalité de la dette qui ne freine plus le progrès du développement national.

4. En retour, la réduction de la dette a redynamisé le processus de réforme structurelle et contribué à introduire de nouvelles approches pour administrer et organiser l'économie, notamment par une transformation du régime fiscal, du cadre juridique pour l'investissement, des systèmes financier, bancaire, et judiciaire, ainsi que par des programmes d'enseignement et de formation professionnelle.

5. Des politiques en faveur de la stabilité macroéconomique et des réformes structurelles ont permis de réaliser de notables progrès dans les secteurs public et privé. Alors que l'économie algérienne continue d'être largement tributaire des combustibles fossiles, des changements sont en cours; entre 2000 et

2009 l'investissement dans la diversification s'est accru de plus de 260 milliards de dollars, soit 25 % du produit intérieur brut (PIB). L'investissement public, à part le secteur des hydrocarbures s'est dirigé essentiellement sur la modernisation de l'infrastructure, le développement agricole et rural, le développement humain et l'environnement. On a enregistré en conséquence des progrès quantitatifs et qualitatifs en termes de création d'emplois et de capacité de production. Dans les secteurs autres que celui des hydrocarbures la croissance entre 2001 et 2009 a continué d'être vigoureuse, se situant à 6 %; le secteur privé compte maintenant pour les deux tiers de toute la production nationale hors de ce secteur et le taux de chômage est tombé, passant de 30 à 10 %.

6. Près de 286 milliards de dollars ont été alloués à l'investissement public pour la période 2010-2014 en vue de moderniser l'infrastructure et de grandes industries nationales, moderniser 20 000 petites et moyennes entreprises dans le secteur privé d'ici à 2014 et de créer 3 millions de nouveaux emplois, dont la moitié sont des emplois durables.

7. En vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015, le Gouvernement algérien a systématiquement incorporé la dimension sociale dans sa stratégie de développement; la moitié de tous les investissements publics entre 2001 et 2011 ont été consacrés à l'amélioration des conditions de vie, essentiellement par l'accès à l'éducation, à la formation, aux soins de santé, au logement, à l'assainissement, à l'eau potable, à l'électricité et au gaz naturel. Le pouvoir d'achat a augmenté, ouvrant un accès plus large aux biens et services, et un programme de solidarité a amélioré les conditions de vie des groupes désavantagés et vulnérables de la population.

8. Le plan d'action gouvernemental a largement contribué à réduire le chômage en s'attaquant à ses causes profondes dans leurs dimensions économique et sociale. L'appui à l'investissement est crucial dans la création d'emplois stables, complétée par des possibilités de formation, des initiatives pour encourager les entreprises à embaucher des jeunes diplômés de fraîche date et aider des jeunes à monter leur propre entreprise. Une série de mesures ont été prises pour moderniser et gérer le marché de l'emploi et la création d'un organe de coordination intersectorielle a été proposée.

9. **M. Hossain** (Bangladesh) examinateur, dit que la délégation du Bangladesh a eu le plaisir de noter que classée parmi les 10 premiers pays pour les progrès réalisés dans le domaine du développement humain, l'Algérie a fait un effort concerté pour maintenir sur le long terme son développement économique et humain grâce à la création d'emplois et à la diversification de ses sources de croissance économique, et réaliser, avant la date prévue, plusieurs des objectifs du Millénaire pour le développement. Certaines politiques réalistes ont facilité la création d'emplois dans divers secteurs de l'économie et ont permis de jeter les fondations d'un développement continu, favorable au secteur privé.

10. Dans ce contexte l'intervenant demande quelles mesures spéciales ont été prises pour aider les demandeurs d'emploi, en particulier les jeunes; comment la réduction du taux de chômage de 20 % entre 2001 et 2010 a été maintenue, notamment en ce qui concerne les groupes vulnérables, tels que les femmes et les jeunes en une période de crise économique mondiale; quelles difficultés le Gouvernement a dû surmonter tout en promulguant les politiques de l'emploi après avoir ratifié la Convention de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur la politique de l'emploi, et quelle protection juridique est offerte aux travailleurs migrants en termes de salaire minimum, de contrats à durée limitée, de protection sociale comme l'aide légale, et de promotion de conditions de travail saines et décentes.

11. L'expérience algérienne sera utile aux États Membres dans leurs efforts pour remplir les engagements pris lors de la récente Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20). Le Bangladesh essaie depuis longtemps de renforcer ses capacités de production conformément à la politique gouvernementale et au Programme d'action d'Istanbul pour les pays les moins avancés, et la délégation du Bangladesh se accueillera avec intérêt tout avis fondé sur l'expérience algérienne.

12. **M. Achache** (observateur de l'Algérie) fait observer que comme de nombreux membres potentiels de la population active algérienne n'ont jamais travaillé, le Gouvernement a mis en œuvre un programme de formation professionnelle à l'intention de trois groupes de la population; les nouveaux diplômés de l'université sont aidés durant une période pouvant aller jusqu'à trois ans en attendant leur recrutement par des entreprises publiques ou privées;

les diplômés du secondaire sont aidés pendant deux ans tout en acquérant une formation professionnelle, et ceux qui n'ont ni formation ni qualification sont embauchés pendant six mois en apprentissage ou en service local, après quoi ils trouvent souvent un emploi permanent. La participation des groupes vulnérables, en particulier des femmes, à la vie active s'est notablement accrue au cours des dernières années, les femmes représentent actuellement 20 % de la population active, la parité entre les sexes étant l'objectif visé. D'autres programmes sont organisés pour aider les handicapés à trouver un emploi afin qu'ils puissent participer à la vie sociale plutôt que rester à la charge de la société.

13. Suite à la ratification de la Convention sur la politique de l'emploi, il y a eu une période de transition de 20 ans durant laquelle le cadre institutionnel et les politiques de l'emploi du pays ont été remaniés, et ses pratiques en matière d'emploi sont maintenant conformes aux normes internationales. L'Algérie n'a pas un grand nombre de travailleurs migrants et, jusqu'à une date récente elle était exportatrice de main-d'œuvre. Certains migrants toutefois, travaillent pour des entreprises étrangères et dans ces cas les normes de salaire minimum et de protection s'appliquent.

14. En réponse à la demande de conseils, l'intervenant fait valoir que l'expérience algérienne laisse entendre que les politiques de l'emploi ne doivent pas être appliquées au hasard; il est nécessaire d'avoir une approche interactive qui tienne compte de facteurs externes et intègre la stabilité macroéconomique avec des réformes structurelles. La force motrice qui pousse le développement de l'Algérie est une étroite interaction entre l'État et les marchés; les deux doivent travailler en tandem pour assurer le développement.

Exposé national volontaire du Brésil (E/2012/56)

15. **M. Barbosa** (Conseiller spécial auprès du Ministre brésilien du travail et de l'emploi) dit que le Plan national pour l'emploi et le travail décent est un instrument clef de l'administration des politiques publiques dans les domaines de l'emploi et du travail décent, et de la protection sociale. Il a été élaboré avec la participation de 17 organismes gouvernementaux et en consultation avec des partenaires sociaux ainsi que des représentants des employeurs et des travailleurs.

16. Le plan a pour objectif principal d'assurer le suivi systématique des programmes et initiatives consacrés à la création d'emploi et au travail décent, tout en réduisant la pauvreté et les inégalités sociales. Ses initiatives portent sur trois priorités : la création d'emplois, l'élimination du travail forcé et du travail des enfants et le raffermissement du dialogue social en tant qu'instrument de gouvernance démocratique.

17. Face à l'actuelle crise économique et financière internationale, le Gouvernement a renforcé ses marchés intérieurs au moyen de politiques conçues pour promouvoir l'emploi, le transfert des revenus et la protection sociale. Comme résultat de l'intégration des politiques macroéconomiques, de l'emploi et de la protection sociale, le Brésil a surmonté le pire de la crise économique avec une croissance moyenne de 4 % entre 2003 et 2011 et la création de 17 millions d'emplois durant la même période. De plus, quelque 30 millions de personnes sont sorties de la pauvreté et 36 millions de plus ont vu s'accroître leur pouvoir d'achat à un niveau de classe moyenne.

18. Dès 2008, l'objectif de réduire l'extrême pauvreté d'un quart par rapport au taux de 1990, au titre du premier des objectifs du Millénaire pour le développement (éliminer l'extrême pauvreté et la faim), était atteint et même dépassé. Le programme « Accélération de la croissance » a joué un rôle stratégique par l'accroissement de l'emploi et l'amélioration des conditions de vie; entre 2007 et 2010 il s'est concentré sur cinq domaines clefs : investissement dans l'infrastructure, amélioration des conditions offertes à l'investissement, mesures budgétaires à long terme, avantages fiscaux et expansion du crédit et du financement.

19. Parmi les réalisations du programme on relève une expansion économique régulière, une atténuation des pires effets de la crise financière, une réduction du chômage, l'expansion du crédit bancaire, une forte reprise économique, une inflation maîtrisée, un accroissement des dépenses de base, des taux d'investissement plus élevés et des marchés internes plus vigoureux. Le programme d'aide à la famille constitue la principale initiative de transfert de revenus; il fournit à 13 millions de familles économiquement faibles un soulagement immédiat contre la pauvreté, il facilite l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux services de protection sociale, tandis que d'autres initiatives les aident à surmonter certaines situations de précarité sur le long terme.

20. L'évaluation du salaire minimum a bénéficié aux pauvres du pays par un ajustement de ce salaire en vue de tenir compte de l'inflation et de s'aligner sur l'accroissement réel du PIB au cours des deux dernières années, de soutenir ainsi les revenus des ménages et donc de stimuler l'économie. Le Programme « Ma maison ma vie » a étendu l'accès à la propriété immobilière et amélioré les conditions de vie en favorisant l'acquisition immobilière et la construction d'habitations, la rénovation d'immeubles et la mise en œuvre de projets de construction de logements pour les familles économiquement faibles. Deux millions de nouveaux foyers sont prévus pour les familles disposant d'un revenu mensuel brut de 2 500 dollars maximum.

21. D'autres initiatives sont à signaler, entre autres le plan « Pour un Brésil plus grand » de politique industrielle pour la période 2011-2014 portant sur les industries stratégiques nationales, et le programme « Brésil sans misère », visant à éliminer l'extrême pauvreté qui actuellement touche près de 16,2 millions de personnes pour l'ensemble du pays. L'inégalité demeure un grave problème et la stratégie de développement du pays doit non seulement assurer la viabilité économique mais aussi la justice économique et sociale.

22. **M. Sangqu** (observateur de l'Afrique du Sud), examinateur, dit que l'investissement du Brésil dans le renforcement des capacités est essentiel pour une croissance économique à long terme et la réduction du chômage. Cependant, les investissements devraient être régulés par des politiques favorables à la stabilité macroéconomique. L'expansion de la capacité de production est directement liée à la capacité de mobiliser des ressources tant nationales qu'internationales. Dans ce contexte l'intervenant demande comment le Gouvernement envisage d'équilibrer la croissance de la capacité de production avec la stabilité macroéconomique et d'attirer un plus fort investissement direct étranger (IDE), qui souvent favorise les pays à bas salaires, tout en préservant les droits des travailleurs et développant la législation relative à la protection sociale.

23. **M. Barbosa** (Conseiller spécial du Ministre brésilien du travail et de l'emploi) fait valoir que l'expérience du Brésil montre que la contradiction entre la nécessité de préserver la stabilité macroéconomique et celle d'investir dans la capacité de production n'est qu'apparente.

24. À une époque d'hyperinflation, les opérations au jour le jour et la spéculation détournent des ressources qui auraient pu être investies dans la capacité de production. Tant les investisseurs publics que privés redoutent les risques associés aux imprévus qu'engendre l'instabilité macroéconomique. Le Brésil s'est heurté à cette difficulté dans les années 1980 et au début des années 1990. Ce sont les couches les plus pauvres de la société qui ont le plus souffert, se trouvant dans l'impossibilité de préserver la valeur réelle de leurs revenus, et en raison du chômage dû au sous-investissement dans la capacité de production.

25. Pendant plus d'une décennie, le Gouvernement s'est employé à défendre la stabilité macroéconomique, en maintenant les dépenses publiques au dessous des recettes fiscales et en se concentrant sur l'investissement dans les programmes sociaux et l'aménagement des infrastructures de base. Il faut reconnaître cependant que l'accroissement de la capacité de production a également contribué à la stabilité macroéconomique; du fait que l'actuel modèle économique repose sur l'inclusion sociale et par conséquent sur l'augmentation de la demande intérieure, il s'en suit qu'une offre accrue doit être assurée afin d'éviter une nouvelle spirale d'inflation. Cela étant, le Gouvernement a réservé ses investissements à des programmes et travaux publics dans des secteurs clefs de renforcement des capacités de production, comme l'énergie, l'habitation et les transports, dans le cadre d'initiatives telles que « Ma maison ma vie » et le Programme d'accélération de la croissance.

26. La conviction que les droits des travailleurs et les normes du travail doivent être plus souples en vue d'accroître l'investissement est une illusion. Ces dernières années le Gouvernement brésilien a non seulement maintenu sa législation du travail, il l'a étendue à des domaines tels que le congé de maternité, y compris pour les mères adoptives, en même temps que les taux de chômage n'avaient jamais été aussi bas. Les gouvernements devraient plutôt se demander quel genre d'investissements ils souhaitent attirer; les investissements qui demandent des législations du travail plus souples sont rarement associés à une production durable et à des conditions d'emploi décent et sont de toute manière soit susceptibles d'insister sur de nouvelles dérèglementations ou de quitter le pays si de meilleures conditions leur sont offertes ailleurs. De plus, comme il est indiqué au paragraphe 57 du rapport

du Secrétaire général intitulé « Promouvoir la capacité de production, l'emploi et le travail décent pour éliminer la pauvreté à la faveur d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement » (E/2012/63), dans certains sondages réalisés par la Banque mondiale sur les contraintes pesant sur les entreprises des pays en développement, la réglementation du travail est rarement citée comme préoccupation majeure, contrairement à la corruption ou au manque d'infrastructure, de financements ou de qualifications.

27. Bien au contraire, de rigoureuses normes du travail et une augmentation des dépenses consacrées à la formation de la main-d'œuvre ne doivent pas être considérées comme une entrave mais comme un judicieux investissement dans la capacité de production, élément clef d'une croissance économique soutenue. Le Gouvernement brésilien est déterminé à améliorer les services publics, à faire preuve d'une plus grande responsabilité vis-à-vis du peuple et de donner plus d'importance à l'enseignement et à la formation professionnelle. Il a tenu divers débats avec la société civile à l'occasion de conférences thématiques nationales et a créé des conseils consultatifs pour assurer le suivi des politiques résultantes.

28. **M. Porretti** (Argentine) examinateur, est d'accord pour reconnaître que le développement durable demande un équilibre entre les mesures d'ordre économique, social et écologique; c'est pourquoi le travail décent constitue à la fois un objectif et une approche. Il demande si le représentant du Brésil estime qu'il est possible de reproduire dans l'autres pays le Programme brésilien « Faim zéro » dans le cadre de la coopération Sud-Sud, et comment l'amélioration du système fiscal national peut contribuer au développement durable du pays.

29. **M. Barbosa** (Conseiller spécial auprès du Ministre brésilien du travail et de l'emploi) dit qu'en 2003 sous la présidence de l'ancien Président Lula da Silva, le Brésil et l'OIT ont signé un mémorandum d'accord en vue d'établir un programme national pour le travail décent au moyen d'une initiative institutionnelle de formation à laquelle contribuaient le Conseil national de la sécurité sociale, le Conseil national de la sécurité économique et divers acteurs sociaux. Comme indiqué dans le rapport national trois priorités étaient établies, à savoir : Créer davantage

d'emplois et de meilleurs emplois, éliminer l'exploitation de la main d'œuvre et le travail des enfants, et dynamiser le dialogue social. Le Programme qui comporte des objectifs à réaliser avant 2011 et 2015 ainsi que des indicateurs de résultats est mis en œuvre en coordination avec tous les ministères de tutelle, les confédérations d'entreprises et les syndicats. Ces objectifs sont harmonisés avec les plans pluriannuels nationaux, avec les efforts du pays pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, avec les résolutions relatives à la protection des travailleurs et la protection sociale, ainsi qu'avec les dispositions énoncées dans le rapport intitulé « Travail décent dans les Amériques : Agenda de l'Hémisphère, 2006-2015 » adopté en 2006 lors de la seizième réunion régionale américaine de l'OIT.

30. Le programme « Faim zéro » lancé par l'ancien Président Lula da Silva en 2003 était la continuation du programme d'aide à la famille lancé par le gouvernement précédent. L'accroissement de la production vivrière fut un facteur clef du succès de l'initiative Lula; le gouvernement a investi dans l'agriculture familiale, établi un registre unique pour les programmes sociaux et s'est spécialement intéressé aux personnes qui n'étaient pas parties à ces programmes mais se trouvaient néanmoins dans une pauvreté extrême. L'élimination de l'extrême pauvreté figure parmi les priorités absolues établies par l'actuelle Présidente, M^{me} Rousseff.

31. L'amélioration du système fiscal suppose une meilleure compréhension de la demande, en particulier dans le secteur de l'entreprise, dans le contexte de l'actuelle crise économique et financière et de la stratégie anticyclique du Brésil. Les impôts ont été substantiellement baissés, des encouragements ont été offerts dans les secteurs stratégiques comme l'industrie automobile, et le système fiscal a été réformé afin de renforcer la capacité de production. Le Gouvernement brésilien pense que ses politiques de protection sociale, en particulier l'aide aux familles, accroîtra la demande pour les produits alimentaires et les biens de consommation et que le pays doit être prêt à répondre. Il s'emploie donc à identifier et éliminer les obstacles à la production par une série de nouveaux programmes, tout en poursuivant ses efforts pour éliminer l'extrême pauvreté.

32. **M. Grunditz** (observateur de la Suède), examinateur, déclare que la volonté politique et les capacités de l'actuel Gouvernement et du précédent

pour mettre en œuvre un programme efficace de réforme sont impressionnantes; de nombreux pays pourraient prendre exemple sur cette approche globale à la lutte contre la pauvreté et à la création d'emplois. Le Brésil semble être le seul grand pays à revenu intermédiaire qui ait réussi à réaliser une croissance économique tout en réduisant les inégalités. Sa voix est devenue importante dans le débat sur le développement international et le Brésil partage avec le monde entier sa richesse d'expériences novatrices. L'expérience brésilienne montre que la mise en œuvre de politiques de redistribution par un État fort et efficace pouvait effectivement stimuler la croissance plutôt que l'entraver. Durant les 10 dernières années, le revenu par habitant (travailleurs et non travailleurs bénéficiant de programmes sociaux) s'est accru beaucoup plus rapidement dans les secteurs les plus pauvres de la population que dans les secteurs les plus riches. La moitié de cette substantielle réduction de la pauvreté peut être attribuée à la croissance économique et l'autre moitié à la réduction de l'inégalité, qui se réduira davantage encore du fait du vieillissement rapide de la population, de nouveaux et meilleurs programmes de protection sociale, et surtout de taux plus élevés d'agrégats de croissance et d'augmentation de la productivité et des salaires des travailleurs.

33. Toutefois, le Brésil devra relever des défis dans les prochaines années. Le programme d'aide à la famille a connu son impact le plus fort pendant la crise économique. On peut se demander comment le Gouvernement envisage d'accélérer la croissance économique tout en stimulant davantage la résistance à long terme aux chocs internationaux. Par ailleurs, malgré ses récents et rapides progrès, le Brésil reste parmi les 10 pays les plus inégaux du monde. Il serait intéressant de savoir comment le Gouvernement compte réduire encore la pauvreté, en particulier parmi les femmes, et quelles sont les couches de la population qui profiteront le mieux de ces politiques au cours de la prochaine décennie.

34. L'État bénéficie d'un dividende démographique du fait que le taux des personnes à charge de la population active diminue, situation qui s'inversera cependant à partir de 2020. Si rien n'est fait, le Brésil pourrait se trouver confronté à des indicateurs démographiques et sociaux analogues à ceux des pays développés mais avec des systèmes et des institutions hérités du passé. De même, le taux d'épargne national (16 % du PIB) est faible par rapport aux normes

internationales; les taux pour la Russie, l'Inde et la Chine s'échelonnent entre 30 et 47 %. Comme le Brésil a déjà un fort taux de compression fiscale (près de 35 % du PIB) le financement des futures augmentations de l'investissement public semblerait appeler une réduction des dépenses publiques actuelles et un meilleur rapport efficacité-prix des programmes gouvernementaux.

35. Enfin, près de 16 millions de Brésiliens vivent encore dans un état d'extrême pauvreté. Pour être efficace le programme « Brésil sans misère » devra se concentrer sur la région nord-est du pays, où vivent 60 % des personnes extrêmement pauvres, et de nouvelles stratégies seront nécessaires pour les pauvres des zones urbaines et rurales. Des observations complémentaires sur la mise en œuvre de programmes visant à l'élimination de l'extrême pauvreté seraient opportunes.

36. **M. Barbosa** (Conseiller spécial auprès du Ministre brésilien du travail et de l'emploi) fait valoir que les politiques et programmes du Brésil ne sont pas seulement une obligation morale mais constituent également le fondement d'un modèle économique nouveau et plus viable. Plutôt que d'accepter le dogme fallacieux selon lequel la croissance économique est une condition préalable à la répartition de la richesse, le Brésil a mis en place un cycle économique vertueux en donnant la priorité à l'inclusion sociale; il en est résulté une augmentation de la demande intérieure, de l'investissement et de la croissance économique qui, à leur tour, ont permis la création d'un plus grand nombre d'emplois de qualité.

37. L'investissement gouvernemental dans le peuple brésilien explique en grande partie son dynamisme face à l'actuelle crise économique et financière internationale. Les programmes d'aide à la famille et les programmes sociaux ont été mis à exécution des années avant que la crise ne vienne frapper les centres financiers du monde en développement et ne rejaille sur les économies des pays en développement. Ces programmes se sont avérés d'utiles instruments durant la crise mais ils ont également fourni une base solide à la croissance économique à long terme et, en facilitant l'accès aux services de santé et à l'éducation, ils ont permis aux bénéficiaires de saisir les offres de travail décent et ainsi de briser le cycle atavique de la pauvreté.

38. Le Gouvernement pense être sur la bonne voie pour réduire les inégalités et offrir des chances de développement humain à tous, mais il est conscient de l'ampleur de la tâche. L'extrême pauvreté varie entre zones urbaines et zones rurales et entre régions. Le programme « Brésil sans misère » comporte des activités au niveau régional et national s'appuyant sur trois éléments : revenus, inclusion productive et services. Les programmes sociaux publics seront élargis et améliorés dans tout le pays, comme le sera l'accès aux biens et services publics, notamment eau, électricité et logement. Par exemple la fourniture permanente de programmes d'assistance est axée sur les personnes âgées et les handicapés qui ne remplissent pas les conditions requises pour d'autres formes de services de protection sociale. La pauvreté et les possibilités d'en sortir ont été cartographiées afin que l'on puisse identifier les moyens les plus appropriés et efficaces d'améliorer les conditions de vie des personnes qui se trouvent dans la misère.

39. Le Gouvernement connaît les possibilités et les difficultés que présentent une rapide transition démographique, une urbanisation accélérée et une transition épidémiologique qui ont fait des maladies non transmissibles la cause la plus commune de décès bien que les maladies infectieuses continuent de menacer la santé publique. Les systèmes de sécurité sociale et de retraite doivent être réformés sans préjudice pour les droits des travailleurs. Le plein emploi et le travail décent sont déterminants dans la solution de ces problèmes, tandis que l'investissement dans l'infrastructure et la valorisation du capital humain sont indispensables si l'on veut assurer la viabilité de la croissance économique lorsque la transition démographique prendra fin. Cependant l'épargne intérieure limitée restreint la capacité du pays à investir et à assurer le développement économique à long terme. Le Gouvernement continue de jouer un rôle majeur dans ce domaine, mais il faut espérer que la croissance du revenu des ménages entraînera un accroissement de l'épargne privée, notamment en ce qui concerne les ménages à faible ou moyen revenu, et réduira la dépendance vis-à-vis de la dépense des administrations publiques. La transition de l'État vers un rôle plus nettement gestionnaire et facilitateur se traduit déjà par les investissements dans l'infrastructure comme les aéroports et les chemins de fer.

40. **M^{me} Czymoch** (Animatrice) rappelle que le représentant de l'Algérie a suggéré que certaines politiques suivies par l'État comportent une perspective sexospécifique même si les femmes ne représentent actuellement que 20 % de la population active. Elle aimerait savoir si le Gouvernement algérien adopte des politiques visant à encourager la participation des femmes dans l'économie, politiques qui se sont avérées efficaces pour d'autres nations; elle souhaiterait savoir en outre combien de dispositions prises par le Gouvernement brésilien comportent l'intégration d'une perspective sexospécifique.

41. **M. Achache** (observateur de l'Algérie) répond que les politiques touchant tous les aspects de la vie nationale comportent de plus en plus une dimension sexospécifique. Par exemple, l'application en 2012 d'une loi augmentant la représentation des femmes au parlement a fait passer le nombre des femmes parlementaires de 7 % à près d'un tiers. Sous l'influence des groupes de pression, le Gouvernement a adopté un programme multidimensionnel pour assurer l'égalité des sexes et une plus grande autonomie des femmes, comportant des projets de renforcement des capacités, axés sur les femmes rurales. Les Algériennes sont bien représentées dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et de la justice et sont de plus en plus attirées par des emplois dans le secteur des entreprises; elles sont actuellement les principales bénéficiaires de l'aide octroyée au titre de l'insertion sur le marché de l'emploi. Par ailleurs une vigoureuse initiative en faveur de l'éducation des femmes, visant les filles et les femmes, a pris une telle ampleur qu'il a fallu prendre des mesures correctives en faveur des garçons et des hommes.

42. **M. Barboza** (Conseiller spécial auprès du Ministre brésilien du travail et de l'emploi) précise que dans son approche des questions d'emploi, de travail décent et de protection sociale, le Gouvernement brésilien attache une grande importance à l'égalité des sexes ainsi qu'à d'autres questions intersectorielles, telles que l'égalité raciale, les jeunes et les handicapés; la plupart de ses indicateurs présentent des données ventilées par sexe. Les femmes jouent un rôle actif dans l'élaboration des politiques publiques sur la parité hommes-femmes. Leur insertion dans la société et le marché de l'emploi a été examinée lors de la récente troisième Conférence nationale sur les femmes, et la résolution adoptée à cette occasion sera prise en compte dans l'élaboration et l'application de politiques

publiques. Le Secrétariat à la politique féminine a été représenté dans une commission interministérielle sur le travail décent, à laquelle participaient de nombreuses autres entités gouvernementales, et une sous-commission chargée du suivi des dispositions relatives à l'égalité des sexes dans divers secteurs de l'administration et leur impact sur l'insertion des femmes sur le marché du travail. Enfin, ce sont généralement des femmes qui gèrent les fonds alloués au titre des programmes publics à l'intention des familles pauvres, y compris les programmes de microcrédit.

43. **M^{me} Kage** (Allemagne) note que les mesures décrites sont impressionnantes et entraînent des changements radicaux dans le contrat social. S'agissant du Brésil, il serait intéressant de savoir dans quels domaines la résistance au changement a été la plus forte et quels arguments ont été déployés pour la vaincre.

44. **M. Barboza** (Conseiller spécial auprès du Ministre brésilien du travail et de l'emploi) explique qu'il y a eu une certaine résistance à l'élaboration et à l'application du programme national pour le travail décent. Il a cependant été possible de créer une confiance mutuelle entre travailleurs et employeurs et de convaincre ces deux groupes des avantages qu'ils retireraient de leur participation à ce processus. D'une manière générale, bien que le Gouvernement, les employeurs et les travailleurs aient des intérêts différents, ils se sont tous ralliés au programme « Brésil sans misère » et ont appuyé les politiques visant à renforcer le marché intérieur et à accroître la capacité de production.

45. **M^{me} Czymoch** (Animatrice) dit qu'il est clair que des décideurs forts et résolus ont été à l'origine de la réussite algérienne. En ce qui concerne le Brésil il convient de noter que José Graziano da Silva, qui a été Ministre extraordinaire du Brésil pour la sécurité alimentaire sous le mandat du président Lula da Silva, est actuellement directeur de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et s'efforce d'appliquer de nouveau les politiques qui ont réussi au Brésil en vue de créer un monde sans faim d'ici à 2015.

La séance est suspendue à 17h 05 et reprise à 17h 10.

46. **Le Président** invite M. José Manuel Salazar-Xirinachs, Directeur exécutif du Secteur de l'emploi à

l'OIT à animer les exposés nationaux volontaires de l'Équateur et de l'Ukraine.

Exposé national volontaire de l'Équateur (E/2012/58)

47. **M. Falconi** (Ministre équatorien à la planification du développement) accompagnant son exposé d'un diaporama numérique précise que les politiques du Gouvernement équatorien se fondent sur le concept d'un État qui répartit les ressources et régule le processus de la production; le Plan national pour le bien-vivre comporte des objectifs et indicateurs de développement humain. Dans le secteur de l'emploi le Gouvernement a deux objectifs spécifiques : instaurer l'égalité, la cohésion et l'intégration sociale dans la diversité et assurer le travail équitable, stable et décent.

48. La Constitution de 2008 a posé le principe du travail comme base de l'économie et de l'épanouissement personnel, interdit l'intermédiation et élargit le système de sécurité sociale. Il s'en suit que l'Équateur a signé un accord avec l'Espagne pour assurer le traitement égal des ressortissants de chacun des deux pays travaillant dans l'autre pays. En outre, un salaire minimum pour les domestiques et les prestataires de soins à domicile a été établi. Le revenu moyen par ménage qui couvrait auparavant moins de 40 % du panier de la ménagère, en couvre maintenant 85 % et on envisage d'atteindre les 100 % dans un avenir proche. De plus, le taux de plein emploi est pour la première fois considérablement plus élevé que le taux de chômage, ce qui signifie une réduction de la pauvreté et des inégalités.

49. Auparavant, lorsque l'économie enregistrait une croissance le taux de travail des enfants croissait également, ce qui n'est plus le cas; cette incidence a diminué de plus du tiers entre 2006 et 2011, notamment dans les zones rurales, et a été totalement éliminée des terrils avec pour conséquence une augmentation de la scolarisation, qui atteint 90 %.

50. Au cours des cinq dernières années, le Gouvernement a associé égalité et liberté aux principes d'équité et de justice sociale tout en affirmant son respect pour toutes les opinions politiques et les cultures. La nouvelle Constitution est l'une des plus progressistes de l'Amérique latine, accordant de nouveaux droits aux travailleurs et même à la nature. Le pays se transforme avec la participation de tous les groupes de la société afin de garantir la jouissance des

droits consacrés par la Constitution et d'assurer le bien-être du peuple.

51. **M. Kolbanov** (Fédération de Russie) examinateur, dit que la délégation russe félicite le Gouvernement équatorien des progrès accomplis en ce qui concerne la lutte contre le chômage et le sous-emploi, la réduction des inégalités, l'élargissement de l'accès aux services sociaux, le renforcement des mécanismes de défense des droits des travailleurs et l'amélioration des conditions de travail et ses décisions de réformer le marché national de l'emploi et d'établir une économie socialement orientée, fondée sur le principe de solidarité. Simultanément, l'une des priorités politiques essentielles pour la création d'emplois, indispensable à la réalisation du développement durable, a été la promotion d'un climat favorable aux petites et moyennes entreprises. L'intervenant se demande comment le Gouvernement envisage de promouvoir un tel investissement et quelles sont ses perspectives d'exécution de programmes nationaux au service de l'entreprise.

52. **M. Arias** (Espagne) examinateur, souligne que la nouvelle Constitution de l'Équateur a établi un cadre progressif de respect des droits sociaux qui a permis d'adopter des politiques de l'emploi axées sur les droits des travailleurs en vue d'améliorer, en dernier ressort, la cohésion sociale. Le Plan national du bien-vivre valorise toutes les formes d'emploi, fixe un salaire minimum pour les domestiques, augmente les salaires et les conditions de travail dans le cadre des droits de l'homme, ainsi que le montre l'accord passé entre l'Espagne et l'Équateur sur les avantages sociaux liés à la réciprocité de l'emploi. Les nouvelles mesures ont sensiblement accru le taux d'emploi, et les garanties accordées à la main d'œuvre ainsi que les droits sociaux ont été utilisés avec succès comme mécanismes de réduction de la pauvreté et des inégalités.

53. Il serait intéressant d'avoir de plus amples informations sur les travailleurs qui n'étaient pas reconnus auparavant, tels que les prestataires de soins aux handicapés, ainsi que sur des exemples d'initiatives de coopération Sud-Sud au sujet de l'emploi de ce type de personnel, et sur les résultats obtenus. Enfin, l'intervenant demande comment le Gouvernement équatorien propose d'incorporer dans sa législation les recommandations faites dans le rapport du Groupe consultatif de l'OIT sur les socles de protection sociale.

54. **M. Archondo** (observateur de la Bolivie), examinateur, fait observer que les rapports du Brésil et de l'Équateur montrent l'importance croissante de l'expérience de l'Amérique latine en matière de consolidation des politiques économiques et sociales. Dans le cas de l'Équateur, il est intéressant de noter comment la transition du pays d'une économie de marché vers une économie fondée sur le concept du « bien-vivre » se vérifie dans les statistiques.

55. Comme l'Équateur, la Bolivie a tenu une assemblée constituante et adopté une nouvelle Constitution, fondée sur des principes analogues, avec l'approbation du peuple. Le Gouvernement bolivien espère copier les réalisations de l'Équateur par l'amélioration de ses taux d'emploi et la réduction du sous-emploi. L'intervenant se demande si la réduction de neuf points du taux de pauvreté en Équateur est liée aux programmes d'encouragement à l'emploi en faveur des jeunes et des handicapés. En outre, comme la Bolivie compte aussi une majorité de population autochtone, il serait utile d'avoir des informations sur les populations autochtones de l'Équateur et la population Afro-équatorienne, notamment en considération de leur taux de pauvreté élevé.

56. **M. Falconi** (Ministre équatorien de la planification du développement) dit que la nouvelle Constitution a changé le cadre institutionnel de l'Équateur, aboutissant à un nouveau pacte de solidarité. Il incorpore des éléments fondamentaux du droit progressif du travail, disposant que la politique publique doit intégrer le principe que l'être humain est plus précieux que le capital. Le Plan national pour le bien-vivre fournit un cadre de dialogue sur la durabilité et incorpore les objectifs du Millénaire pour le développement, bien que dans certains domaines les objectifs de l'Équateur soient encore plus ambitieux.

57. L'économie de l'Équateur a enregistré une croissance de 7 % au cours de l'année écoulée, due surtout à une augmentation de la consommation intérieure et à l'investissement public et privé; ainsi, l'investissement privé joue un rôle vital dans la croissance économique. Diverses formes de propriété, tant publique que privée sont reconnues dans la nouvelle Constitution.

58. Le Gouvernement équatorien attache une grande importance au travail des prestataires de soins aux handicapés. Un nouveau programme important encourage l'insertion des pauvres, des femmes et des

handicapés dans la vie économique de la nation. Des virements directs de fonds sont effectués pour les prestataires de soins aux handicapés, en particulier aux invalides appartenant aux groupes les plus vulnérables de la population, et aux personnes se trouvant en dessous d'un certain seuil de pauvreté. Les politiques publiques de la plupart des pays d'Amérique latine devraient s'attacher à combler le déficit de la répartition des richesses.

59. L'enseignement, y compris l'enseignement supérieur est gratuit et les taux d'inscription des populations autochtones comme des Afro-équatoriens ont plus que doublé à tous les niveaux.

60. **M. Salazar-Xirinachs** (Animateur) déclare que l'exposé du représentant de l'Équateur montre que l'on peut obtenir des résultats avec une volonté politique et des politiques socioéconomiques progressistes s'appuyant sur les droits de l'homme.

Exposé national volontaire de l'Ukraine

61. **M^{me} Czymoch** (Animatrice) dit que le rapport de l'Ukraine intitulé « Promouvoir la capacité de production et le travail décent afin d'éradiquer la pauvreté dans le contexte d'inclusion, de croissance économique durable et équitable à tous les niveaux pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement », n'a pas été publié en tant que document officiel des Nations Unies mais peut être consulté en anglais et en russe sur le site Web du Conseil à l'adresse suivante : <http://www.un.org/en/ecosoc/newfunct/amrnational2012.shtml>.

62. **M. Nadruga** (Ministre ukrainien adjoint à la politique sociale) dit que le Gouvernement ukrainien a adopté les objectifs du Millénaire pour le développement au titre de ses propres objectifs de développement et les a incorporés dans nombre de ses documents de stratégie. L'économie de l'Ukraine a enregistré une tendance à la hausse ces deux dernières années grâce au programme de réformes économiques pour la période 2010-2014 et à une politique gouvernementale visant à stabiliser l'économie d'après la crise. Le PIB s'est accru de près de 10 %, rattrapant plus de la moitié de ce qui avait été perdu pendant la crise; la croissance réelle du PIB a été presque le double de celle de l'Union européenne au cours de la même période et le taux de développement industriel du pays a été parmi les plus élevés de la communauté d'États indépendants.

63. L'accroissement de la production industrielle a permis de mettre en œuvre des réformes cruciales axées sur l'allègement des impôts et des dispositions réglementaires pour les entreprises, avec promotion de l'investissement dans le secteur de production et la modernisation de ce secteur tout en créant un climat plus favorable à l'entreprise. Le Gouvernement a en outre harmonisé sa législation de l'énergie avec les normes de l'Union européenne et adopté une approche moderne à la production durable de l'énergie et à son rendement.

64. La croissance de la demande et de la production internes ont servi de base à l'application de réformes sociales, à renforcer la protection sociale et à progresser vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le taux d'emploi a sensiblement augmenté tant pour les femmes que pour les hommes, pour atteindre presque les niveaux antérieurs à la crise. Le taux de chômage a baissé au cours de la même période, surtout en raison de la progressive amélioration de la situation financière des entreprises nationales; de nouveaux types d'emplois, une meilleure formation professionnelle et un plus large accès à l'information sur le marché du travail ont favorisé les chômeurs, et moins de travailleurs ont été mutés vers des emplois à temps partiel pour des raisons économiques. L'Ukraine a été l'un des pays d'accueil du Championnat européen de Football de 2012 qui a créé de nombreux emplois nouveaux et temporaires associés aux besoins en matière d'infrastructure et de services. Le salaire réel a augmenté considérablement ces derniers mois, notamment dans le secteur de la production; cependant, l'augmentation des salaires dans le secteur des services a été beaucoup plus faible.

65. Un demi-million de personnes sont sorties de la pauvreté au cours des deux dernières années. Une augmentation de l'aide d'État après la naissance d'un enfant a été un facteur déterminant pour sortir de nombreuses familles ayant des enfants de moins de 3 ans de la catégorie des ménages courant le plus haut risque de tomber dans la pauvreté. Si la tendance actuelle se maintient, l'Ukraine pourrait être en mesure d'éliminer la pauvreté absolue. Toutefois, la proportion de la population qui dépense plus de la moitié de son revenu pour se nourrir a augmenté et bien que la pauvreté monétaire ait été surmontée, la pauvreté de consommation est en augmentation, ce qui montre que pour beaucoup de personnes la crise économique n'est pas terminée. Le Programme national visant à éliminer

et prévenir la pauvreté d'ici à 2015 comporte des augmentations de salaires, des avantages sociaux, de meilleurs services de santé et un appui aux jeunes et aux jeunes familles. Par ailleurs, de nouvelles initiatives sociales ont été prises pour améliorer les mécanismes de répartition des revenus, combler le taux d'écart de la pauvreté, renforcer la classe moyenne et créer un système de protection sociale efficace.

66. À moyen terme, la politique nationale de réduction de la pauvreté sera axée non seulement sur l'aide aux pauvres mais sur leur accession à la classe moyenne, et le Gouvernement s'emploiera à instaurer une économie moderne, stable et compétitive sur le plan international; à fournir des formations en matière de gouvernance et enfin, à accroître le bien-être de la population dans les domaines stratégiques énoncés dans le programme de réformes économiques 2010-2014. Il s'engagera à créer des conditions favorables à la croissance économique, à réduire les interventions de l'État dans l'économie, à moderniser l'infrastructure, à valoriser le capital humain et social et à renforcer la gouvernance en réformant le service public et l'exécutif.

67. Ce n'est qu'en réorganisant tout le système de sécurité sociale que l'on pourra instaurer les conditions nécessaires à la transition vers un nouveau niveau de développement social et économique. Ainsi, l'Ukraine a défini d'ambitieux objectifs fondés sur des réalisations macroéconomiques qui assureront la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

68. **M. Körösi** (observateur de la Hongrie), examinateur, félicite l'Ukraine d'avoir été l'un des pays d'accueil du Championnat de Football, activité complexe demandant de substantielles ressources financières ainsi que des efforts d'organisation, de collaboration et d'acceptation de la part du public. La politique gouvernementale pragmatique de stabilisation économique postcrise a débouché sur d'impressionnantes données macroéconomiques pour 2010 et 2011 que beaucoup de pays européens envient. L'Ukraine a une balance commerciale négative, mais elle a cependant été en mesure de réduire sa dette souveraine; il serait intéressant d'avoir des informations sur les enseignements tirés et sur la source de l'accumulation de fonds.

69. S'agissant des objectifs du Millénaire pour le développement, et tout particulièrement de l'objectif 6,

les efforts du Gouvernement pour réduire le taux de VIH sont bien connus. L'observateur de la Hongrie demande quels sont les taux actuels de VIH/sida et quelle évolution ils connaissent. S'agissant de l'objectif 7 (préservé l'environnement), le Gouvernement investit de manière intensive dans les domaines de l'eau et de l'assainissement; il serait utile de connaître certains résultats de cette activité. Enfin, des renseignements sur les récentes améliorations réalisées en Ukraine en ce qui concerne les émissions de gaz seraient intéressants.

70. **M^{me} Ribeiro Viotti** (Brésil), examinatrice, dit que les informations données par l'Ukraine témoignent d'impressionnantes réalisations confirmées par une croissance économique régulière ainsi que par des résultats notables en matière de création d'emplois et d'expansion des politiques sociales. Le Gouvernement a adopté un certain nombre de politiques pour promouvoir l'emploi tout en répondant aux besoins des personnes se trouvant dans des conditions d'extrême pauvreté. Il serait intéressant d'en savoir davantage sur la transition vers une économie formelle et sur les progrès accomplis dans la réduction des taux du sous-emploi et du chômage parmi les groupes vulnérables.

71. Des renseignements complémentaires sur certains projets spécifiquement conçus pour améliorer les conditions d'emploi et la qualité des emplois et promouvoir le travail décent, notamment pour ce qui est des jeunes, seraient appréciables. L'examinatrice note avec intérêt les priorités en matière de développement social et économique fixées dans le programme de réforme économique 2010-2014. Le Brésil a identifié des questions analogues et a constaté que les investissements dans les infrastructures qui éliminent les blocages dans la production et les transports étaient essentiels à la création directe ou indirecte de débouchés vers l'emploi.

72. Le Gouvernement brésilien estime que le renforcement de l'efficacité de l'État par la promotion d'un service public moderne, dynamique et réceptif et la réduction de la bureaucratie peuvent améliorer la situation économique générale d'un pays et accroître les possibilités d'emploi. En conséquence, toute information complémentaire sur les mesures spécifiques prises à propos de ces priorités et d'autres, ainsi que sur leur contribution aux remarquables résultats exposés, serait intéressante.

73. **M^{me} Aitimova** (observatrice du Kazakhstan) examinatrice, dit que le Gouvernement et le peuple ukrainiens doivent être félicités pour les remarquables mesures qu'ils ont prises en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et pour les résultats obtenus jusqu'à présent. Le rapport montre les efforts spécifiques et judicieux du Gouvernement pour réaliser l'intégration sociale. Il faut noter en particulier les avantages octroyés aux groupes vulnérables en vue de réduire les inégalités et la pauvreté. Il serait souhaitable d'avoir davantage de détails sur l'inclusion de mesures sociales dans le programme de réforme économique à la lumière des conséquences à long terme de la récession mondiale.

74. Les rapports internationaux sur l'Ukraine semblent indiquer que le programme national de réduction de la pauvreté incorpore la dimension sociale du développement durable. Le Gouvernement entretient un dialogue social productif et coopère constructivement avec les syndicats afin de donner un nouvel élan à l'économie. Comme exemple de bonne pratique on peut citer l'appui reçu des entreprises coopératives, qui apportent une précieuse contribution au redressement économique, à l'intégration sociale et au développement durable. Il serait utile de savoir si une certaine forme de partenariat ou de collaboration a été établie entre l'Ukraine et l'OIT et, dans l'affirmative, si des enseignements peuvent en être tirés pour d'autres pays.

75. **M. Nadruga** (Ministre ukrainien adjoint à la politique sociale) se félicite de l'appréciation internationale à l'égard des récents efforts de l'Ukraine. La réduction de la dette souveraine de l'Ukraine et l'accumulation de ressources sont le résultat d'une combinaison de nombreuses mesures et il est difficile d'en désigner une comme un enseignement tiré de données d'expérience. Le Gouvernement a commencé par mettre au point un programme d'appui à l'exportation et une stratégie de renégociation de ses prêts en s'appuyant sur des instruments internationaux en vigueur. Le Ministère des finances applique une politique spécifique pour réduire la dette souveraine en procédant à des achats à long terme et en honorant ses obligations au titre de la dette, et la tendance générale indique que les mesures prises ont accru la confiance des investisseurs. Comme les investisseurs étrangers sont spécialement intéressés par les obligations et titres ukrainiens, on s'est efforcé d'en améliorer la cote.

76. Le VIH est un problème majeur pour l'État et la société et un programme à l'échelle nationale a été mis en œuvre pour prévenir la transmission, fournir un traitement et des soins et répondre aux besoins des patients. La transmission mère-enfant a radicalement diminué, et une loi sur les mesures à prendre pour combattre le VIH/sida et renforcer la protection sociale des personnes qui en sont atteintes, est à l'étude. L'Ukraine a signé un nouvel accord avec le Fonds mondial de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et exprime sa reconnaissance à la communauté internationale pour son appui.

77. Parmi les pays parties au Mécanisme de mise en œuvre conjointe du Protocole de Kyoto, l'Ukraine a réduit ses émissions de gaz à effet de serre par la plus forte quantité d'unités en 2011, de moitié par rapport aux années 1990.

78. Le Gouvernement modifie sa législation sur les conditions et la qualité de l'emploi car l'actuelle loi adoptée il y a 12 ans, est déjà caduque à bien des égards. Le projet de loi vise à réduire le chômage en particulier parmi les jeunes et dans les zones rurales où vit la moitié de la population. L'OIT fournit une assistance technique, et un accord national tripartite sur l'emploi a été passé récemment. La législation ukrainienne sur les syndicats et sur les organisations patronales constitue un cadre institutionnel pour le dialogue social. Des conseils tripartites dans les domaines économique et social ont été établis et un accord tripartite sur le règlement des litiges a été négocié et mis en application.

79. L'État s'emploie à réduire les complications administratives qui freinent la création d'entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, qui sont plus sensibles à la microgestion par les pouvoirs publics. Il a considérablement réduit le volume de la paperasserie demandée et le nombre des activités commerciales soumises à la délivrance d'une patente par l'État et a créé un système unique d'enregistrement des entités légales tout en harmonisant et simplifiant la législation pertinente. Il s'emploie en outre à harmoniser les activités des autorités locales.

80. L'Ukraine a adopté un programme quinquennal de réforme sociale, un programme quinquennal de réduction de la pauvreté et un programme présidentiel spécial qui comporte 17 initiatives sociales spécifiques.

81. **M. Oquist** (Nicaragua) fait observer que si les révolutions dans les pays de l'Alliance bolivarienne

pour les peuples de notre Amérique (ALBA), qui transforment profondément l'Amérique latine et les Caraïbes, ont des caractéristiques très différentes – socialiste à Cuba, Bolivarienne au Venezuela, Sandiniste au Nicaragua, plurinationale en Bolivie et populaire en Équateur – elles présentent aussi des similitudes.

82. Il est évident que les récentes politiques décrites dans l'exposé de l'Équateur ont été conçues en faveur du travail décent et du bien-être public. Le Gouvernement a joué un rôle actif dans les domaines économique et social et a recueilli les bénéfices des ressources naturelles du pays au profit de son peuple; il a renégocié avec succès la dette extérieure du pays et aménagé son marché du travail à l'avantage des travailleurs. Un État dynamique non seulement stimule l'économie, donnant priorité à la micro, petite et moyenne unité de production, il adopte aussi des politiques de répartition des revenus et des richesses et, tout en appuyant les familles pauvres, réduit les inégalités, affermissant ainsi la stabilité des travailleurs, la stabilité sociale et politique et l'optimisme envers l'avenir, éléments essentiels aux efforts déployés pour intensifier la cohésion sociale, qui est un facteur supplémentaire du développement économique dans un cycle vertueux.

83. **M^{me} Melnikovich** (Biélarus) se félicite, au nom de sa délégation, des progrès accomplis par l'Ukraine dans tous les domaines ces dernières années et notamment en ce qui concerne la prestation d'aide ciblée aux membres les plus vulnérables de la société.

84. **M. Salazar-Xirinachs** (animateur) note que les économies du Brésil comme de l'Ukraine étant lourdement dépendantes de l'exportation des produits de base, la progression régulière de la croissance est tributaire des fluctuations du marché international. Il serait intéressant d'avoir des informations sur les politiques suivies par ces pays en matière de diversification.

85. **M. Nadruga** (Ministre ukrainien adjoint à la politique sociale) déclare que l'Ukraine a hérité du passé ses politiques d'aide ciblée lorsque les profits étaient répartis selon certaines catégories, chacune d'entre elles comportant des personnes se trouvant à divers niveaux de prospérité. Actuellement on tente de ne fournir l'aide qu'à ceux qui en ont besoin. Par exemple, le Gouvernement ukrainien a radicalement réduit les obstacles à la prestation d'allocations

logement, mais les bénéficiaires doivent prouver qu'ils remplissent les conditions requises. De même, le principal critère pour toucher l'allocation chômage est la situation financière de l'intéressé.

86. Pour ce qui est de la diversification l'intervenant explique que l'Ukraine n'est pas un gros fournisseur de produits de base et dispose d'un important potentiel agricole. Elle est active sur le marché des céréales et dans le secteur industriel où elle veille à ce que le traitement des produits miniers extraits sur place se fasse dans le pays. Elle se dote également d'une industrie de traitement pour le marché de l'exportation et entre dans le secteur aérospatial grâce à d'excellentes relations avec les principales puissances spatiales. Il s'agit de moderniser la technologie, notamment dans le domaine du rendement énergétique; on s'efforce actuellement d'élaborer une stratégie de mise en valeur de toutes les ressources énergétiques nationales. Ainsi, l'économie du pays est en voie de transformation dans le but de produire de la technologie de haute qualité pour l'exportation.

87. **M. Falconi** (Ministre équatorien de la planification du développement) dit que la lourde dépendance des économies d'Amérique latine vis-à-vis des ressources naturelles les rend vulnérables sur le marché international, et donc sur le plan de leur balance des paiements. L'Équateur relève ce défi par l'augmentation de ses recettes fiscales directement prélevées dans le cadre d'une renégociation des contrats d'exploitation minière et pétrolière; par l'intensification de la diversification stratégique dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, et par la valorisation des ressources humaines. La recette des activités extractives est essentiellement allouée au renforcement des capacités et 90 % du programme national d'investissement privilégie l'infrastructure productive, l'éducation et la santé.

88. **M. Salazar-Xirinachs** (Animateur) dit, pour conclure, que les deux exposés ont montré que les politiques suivies pouvaient être réellement déterminantes.

La séance est levée à 19 h 5.